

Délibération n° 2021-12-02/29

Objet : Plan Local d'Urbanisme - Modification simplifiée n°7 – Avis du Conseil municipal

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 4

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRALT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Olivier BOUDET

Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015 MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE est l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, compétence qu'elle exerce en collaboration avec les communes selon les modalités définies par la charte de gouvernance du PLU, pour laquelle la commune s'est prononcée favorablement lors du Conseil municipal du 29 Janvier 2015.

Conformément à ladite charte, le projet de modification simplifiée n°7 du P.L.U est soumis à l'avis simple du Conseil municipal avant son envoi aux personnes publiques associées. Il sera également transmis à l'autorité environnementale qui examinera le projet et se prononcera sur la nécessité de

soumettre le dossier à une évaluation environnementale. Le cas échéant, l'évaluation environnementale sera réalisée et le Conseil municipal formulera son avis sur le dossier complété.

Par délibération n°M2020-181 du 15 septembre 2020, le Conseil de Métropole a défini en application de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Il convient de procéder à la modification simplifiée n°7 du PLU de la commune de Pérols afin de corriger une erreur matérielle : l'emplacement réservé n°17, situé rue Marie Martin et dont l'objectif est un élargissement de voirie, n'apparaît pas sur le plan de zonage alors qu'il est bien mentionné dans la liste des emplacements réservés et qu'il n'a pas été supprimé lors d'une précédente procédure.

Le dossier de modification simplifiée porte donc sur :

- La rectification d'une erreur matérielle sur le règlement graphique du PLU issue de la modification simplifiée n°5
- L'actualisation de la destination de l'emplacement réservé n°17

Le dossier de modification simplifiée comprend :

- Un additif au rapport de présentation du PLU de Pérols justifiant les modifications citées en objet et présentant les modifications réalisées sur le zonage et la liste des emplacements réservés du PLU.
- Le zonage modifié ;
- La liste des emplacements réservés corrigée.

Considérant que cette procédure de modification peut revêtir la forme simplifiée dans la mesure où elle s'inscrit dans les dispositions de l'article L153-45 à L153-48 du Code de l'Urbanisme, lequel énonce: « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

Considérant que les modifications envisagées rentrent dans le champ d'application des dispositions susvisées.

Par conséquent Il est proposé au Conseil municipal de statuer pour donner son avis simple sur le dossier de la modification simplifiée n°7 du P.L.U.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 153-45 et suivants ;

Vu le P.L.U. approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 janvier 2007;

Vu la délibération du conseil de Métropole en date du 30 septembre 2019;

Vu la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes le 24 novembre 2014 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 18 décembre 2014 emportant transformation de la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER en METROPOLE ;

Vu le dossier de la modification simplifiée n°7 du P.L.U.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable sur le dossier de la modification simplifiée n°7.
- Dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie et sera transmise à Monsieur le Président de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et soumise au contrôle de légalité de Monsieur Préfet de l'Hérault.
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

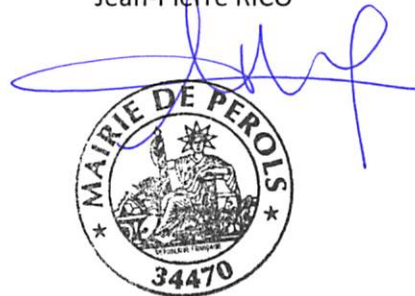
Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.